



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 19 avril 2013

8718/13

CES 13

NOTE

du:	Secrétariat général du Conseil
aux:	délégations
Objet:	Compte rendu partiel de la 602^{ème} et 603^{ème} réunions du bureau et de la 489^{ème} session plénière du Comité économique et social européen (CESE), tenues à Bruxelles les 16, 17 et 18 avril 2013

La session a été consacrée principalement au renouvellement de mi-mandat de la direction politique du comité - président, vice-présidents et bureau - pour la XIV^{ème} mandature 2013-2015.

BUREAU

602^{ème} réunion du bureau

Cette dernière réunion du bureau de la XIII^{ème} mandature a été présidée par le président sortant M. NILSSON (GR III, SE).

3. Travaux du Comité

3.1 Organisation des travaux de la session plénière

a) Projet d'ordre du jour de la session d'avril 2013

A la demande du rapporteur M. RODRÍGUEZ GARCÍA-CARO (GR I, ES), le bureau a pris la décision de reporter l'examen de l'avis sur la Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives

des États membres en matière de fabrication, de présentation et de vente du tabac et de ses produits (COM(2012) 788 -2012/0366 COD). Il a été estimé que le dossier exigerait davantage de travail en raison de son caractère controversé, des nombreux amendements et du contre-rapport déposés.

b) Avant-projet d'ordre du jour de la session de mai 2013

Le bureau a adopté l'avant-projet d'ordre du jour de la session de mai 2013, qui inclura un débat sur l'initiative citoyenne et la participation des vice-présidents de la Commission européenne Mme Neelie Kroes et M. Maros Šefčovič (à confirmer).

3.2 Travaux consultatifs

a) Programme législatif et avis exploratoires

Le Secrétaire général a informé que la future présidence lituanienne du Conseil a demandé la préparation de cinq avis exploratoires¹. M. MALOSSE (GR I, FR) a considéré que ce nombre était trop élevé et que la préparation d'avis exploratoires devrait être ciblée sur des sujets d'actualité et d'importance majeure. Il a fait part de son intention de discuter cette question avec la future présidence lituanienne lors de sa visite à Vilnius la semaine prochaine.

8. Questions administratives

a) Option d'achat des bâtiments du Comité dans le cadre du bail emphytéotique

L'examen et la décision sur cette question ont été reportées afin de réunir davantage d'information sur les implications juridiques, financières et administratives de l'achat des bâtiments du CESE.

¹ 1. Le potentiel économique inexploré de la compétitivité de l'UE – réforme des entreprises publiques;
2. L'emploi des femmes et la croissance;
3. Renforcer les partenariats de la société civile pour réaliser plus efficacement la stratégie en faveur de la région de la mer Baltique en 2014-2020;
4. Des mutations durables dans les sociétés en transition;
5. Le rôle de la coopération intergouvernementale pour garantir l'égalité des chances des États membres concernant leur participation aux activités du corps volontaire européen d'aide humanitaire.

b) Possibles synergies administratives avec le Parlement européen

Le secrétaire général a informé le bureau que, le 15 avril, le bureau du Parlement européen a avalisé un document de travail concernant de possibles synergies administratives entre le PE et les comités consultatifs, notamment la fusion éventuelle de leurs services de traduction. Lors du débat, les trois présidents de groupes et le président ont exprimé leur préoccupation au sujet des possibles conséquences d'une telle solution, en termes de finances, de personnel, d'autonomie et de capacité de travail du CESE. Le bureau a noté que rien ne devrait être entrepris sans un accord au niveau politique, et non pas administratif, et que le président entrant travaillera dans ce sens.

c) Rapport du groupe ad-hoc sur le mandat du Secrétaire général

M. METZLER (GR III, DE) a informé le bureau de l'avancement des travaux sur la publication de l'avis de vacance pour le poste de Secrétaire général du CESE.

SESSION PLENIERE

La session plénière a été présidée par le président sortant, M. NILSSON (GR III, SE), et le président élu, M. MALOSSE (GR I, FR).

4. Discours de fin de mandat et bilan des réalisations

Mme DARMANIN (GR II, MT), vice-présidente sortante en charge de la communication, a exposé les progrès atteints pour améliorer la visibilité du CESE, en évoquant les nombreuses manifestations et réalisations ciblant les jeunes et la société civile.

M. KRAWCZYK (GR I, PL), vice-président sortant en charge du budget, a fait le bilan de la mandature dans ce domaine, en soulignant le caractère transparent du budget du CESE et le fait que les réductions budgétaires ont affecté l'action du comité. Il a insisté sur l'importance de la bonne coopération du CESE avec l'autorité budgétaire dans le cadre de la procédure budgétaire.

Le président sortant, M. NILSSON (GR III, SE), a prononcé le discours repris dans l'annexe I.

7. Élection des membres du bureau, du président et des vice-présidents du comité, et des présidents des sections spécialisées

Président du CESE - M. Henri MALOSSE (GR I, FR)

Elu avec 213 voix pour, 26 voix contre et 30 abstentions

Vice-président en charge du budget - M. Hans-Joachim WILMS (GR II, DE)

Elu avec 254 voix pour, 7 voix contre et 5 abstentions

Vice-présidente en charge de la communication - Mme Jane MORRICE (GR III, UK)

Elue avec 253 voix pour, 5 voix contre et 11 abstentions

Président de la section "Union économique et monétaire, cohésion économique et sociale" (ECO) - M. Joost VAN IERSEL (GR I, NL)

Elu avec 220 voix pour, 27 voix contre et 17 abstentions

Président de la section "Marché unique, production et consommation" (INT) - M. Martin SIECKER (GR II, NL)

Elu avec 213 voix pour, 26 voix contre et 30 abstentions

Président de la section "Transports, énergie, infrastructures, société de l'information" (TEN) - M. Stéphane BUFFETAUT (GR I, FR)

Elu avec 240 voix pour, 8 voix contre et 13 abstentions

Présidente de la section "Emploi, affaires sociales, citoyenneté" - Mme Maureen O'NEILL (GR III, UK)

Elue avec 255 voix pour, 8 voix contre et 9 abstentions

Présidente de la section "Agriculture, développement rural, environnement" (NAT) - Mme Dilyana SLAVOVA (GR III, BG)

Elue avec 243 voix pour, 12 voix contre et 11 abstentions

Président de la section "Relations extérieures" (REX) - M. José Maria ZUFIAUR NARVAIZA (GR II, ES)

Elu avec 241 voix pour, 12 voix contre et 15 abstentions

Vote global sur l'ensemble des membres du bureau -

Elus avec 256 voix pour, 8 voix contre et 7 abstentions

SÉANCE D'INVESTITURE

Discours des présidents de groupe et des vice-présidents du Comité

Dans leurs discours respectifs, le présidents de groupe M. KRAWCZYK (GR I, PL), M. DASSIS (GR II, EL) et M. JAHIER (GR III, IT) ont exprimé leur préoccupation au sujet de la situation économique et sociale en Europe et la perte de confiance des citoyens européens dans les institutions européennes. Ils ont fait part de leur détermination de travailler avec le nouveau président pour que le CESE puisse apporter sa contribution à la sortie de la crise.

La vice-présidente et présidente du groupe "Communication", M^{me} MORRICE (GR III, UK), a présenté les lignes stratégiques de son programme de travail, dans le but d'améliorer la visibilité et de mettre en place une culture de communication du CESE.

Le vice-président et président du groupe budgétaire, M. WILMS (GR II, DE), a présenté les lignes principales de son programme pour le mandat 2013 - 2015, dont les principes seront "transparence", "ouverture" et "concentration des moyens".

Discours du président du CESE

M. MALOSSE a prononcé le discours d'investiture repris dans l'annexe II. Il a insisté sur la nécessité d'un rôle plus actif du CESE à l'avenir et a souligné l'importance de la société civile, afin de sortir de la crise et de faire avancer l'intégration européenne.

Discours des invités spéciaux

Les invités spéciaux M. Jean-Paul DELVOYE, au nom du gouvernement français, Mme Dicki CHOYANG, responsable des relations internationales à l'administration centrale tibétaine, et M. Jean-Gabriel LIEBERHERR, petit-fils de Jean MONNET, ont prononcé des discours.

BUREAU
602^{ème} réunion du bureau

La première réunion du bureau de la XIV^{ème} mandature a été présidée par le nouveau président M. MALOSSE (GR I, FR).

3. Travaux du Comité

M. MALOSSE a indiqué son intention de moderniser la méthode de travail du CESE, de rationaliser et cibler les débats en plénière et d'améliorer la visibilité des travaux. Il a estimé qu'il était nécessaire de réduire le nombre d'intervenants représentant les institutions européennes, y compris membres de la Commission et représentants de la présidence du Conseil, et les inviter uniquement pour discuter des questions politiques importantes. M. MALOSSE a souligné que, lors de ces échanges, l'objectif sera dorénavant non pas d'écouter la Commission et le Conseil, mais de se faire entendre par eux. Il a également fait part de son intention de renforcer, en revanche, les relations avec la société civile et d'inviter ses représentants de façon prioritaire.

3.2 Travaux consultatifs

- a) Programme législatif, y compris avis exploratoires

Le bureau a décidé que l'organisation des travaux pour les cinq avis exploratoires demandés par la future présidence lituanienne du Conseil sera précisée à l'issue d'une consultation ultérieure du président avec les autorités lituaniennes.

5. Politique générale

- a) Priorités politiques du Comité par rapport au programme annuel de la Commission européenne

Le bureau a décidé de constituer un groupe *ad hoc* en vue de soumettre à la Commission européenne ses propositions à inclure dans le programme de travail de la Commission pour 2014. M. MALOSSE a insisté que cela devrait être un document politique et non pas un catalogue d'actions, et qu'il devrait envoyer un message ciblé, "court, synthétique, stratégique". Il a réitéré sa conviction que la gouvernance de l'Union européenne était dans un état préoccupant, en insistant sur

la nécessité d'un message politique fort de la part du CESE à cet égard. Il a fait part de son intention d'inviter le président de la Commission M. BARROSO pour entendre les propositions du CESE, qui seront présentées lors de la session plénière de juillet 2013.

b) Avis d'initiative du Comité - Méthodologie

Le président a fait part au bureau de son intention de réformer la méthodologie qui préside au recours au droit d'initiative par le CESE. Il a considéré que les avis d'initiative devraient devenir plus politiques et mieux ciblés. Le bureau a décidé que la question sera discutée par la présidence élargie, en vue d'une décision lors d'une prochaine réunion du bureau.

8. Questions internes

c) Réunions de la présidence élargie

Le président a annoncé son intention de renforcer le caractère politique de l'activité du bureau, en le déchargeant des débats sur des sujets à caractère administratif ou technique, qui seront à traiter par la présidence élargie.

9. Questions administratives

c) Possibles synergies administratives avec le Parlement européen

Concernant la suggestion du Secrétaire général du Parlement européen de fusionner les services de traduction du Parlement et des deux comités consultatifs, le président a indiqué qu'il s'agit d'une décision lourde de conséquences, qu'il en discutera avec le président de PE M. SCHULZ au début de mai et fera rapport au bureau. Il a réitéré sa conviction que la décision devrait être politique et non pas administrative.

10. Fixation de la date de la prochaine réunion

Mardi 21 mai 2013 à 14 heures 30, dans le cadre de la 490^e Session plénière.

**Discours de M. Staffan NILSSON,
président sortant du Comité économique et social européen
17 avril 2013**

Committee members, ladies and gentlemen,

I'd like to start by thanking you all. First of all, thank you to the members of Group III, who nominated me for the presidency in 2010, and to all the Committee members who put their faith in me as EESC president from October 2010 to today. The time has come to look back on and review the past two and a half years. It is also a formal requirement under our Rules of Procedure for the president to present both a work programme at the start of his term of office and a review at the end – you should all have been given a USB stick with a comprehensive report on our work and some other material, but I'd just like to mention a few things from my report here.

Let me stress that the president can by no means take all the credit for our work and the progress we have made: our work very much belongs to all of you members and all of our staff. We have a shared mission.

Introduction

I can hardly give a review of achievements without first of all discussing the current situation within the European Union: a crisis that is still ongoing in some Member States and that threatens many individuals, with Although many political decisions have been taken, it has sometimes been too little, and sometimes too late, to bring us out of the crisis – or perhaps I should say crises – and we do not know what the outcome will be. The problem of extremely high unemployment in general, and particularly among young people, is socially unacceptable and needs to be dealt with, as we have highlighted in our opinions and resolutions, and in our debates.

There is also the issue that many of our fellow citizens are losing confidence in this joint project to build cooperation; but that makes it all the more important to stand up for what we believe in and the role we have, and to take an active part in debates within our organisations and at home.

During the crisis, the Member States agreed in the European Council on a new long-term budget for the EU for 2014-2020. I have repeatedly criticised the national governments in the strongest terms for their unwillingness to give the EU a robust budget for the future. If we did not have some so-called "net contributors" – I really don't like that term – we would not need to go all the way to Brussels for an EU budget. An EU budget is also an expression of solidarity between Member States.

The European Union won the Nobel Peace Prize in 2012. It is worth remembering that this project, now fully 50 years old, was a courageous initiative to rebuild Europe after the devastation and destruction of the Second World War. From the original aim of developing joint control over coal and steel production, the project has developed into the European Union of today – a Union with 27, soon to be 28, Member States.

During my presidency, we have boosted our role and our visibility to other EU institutions. I have seen the evidence of this on many occasions, and heard many positive comments both from commissioners and from other EU institutions. We have a new cooperation protocol with the Commission, enabling us for the first time to exert a political influence on the Commission's work programme. In my meetings with Martin Schulz, we have also been discussing how we can work together better to ensure that our opinions to the European Parliament can be produced within the necessary timeframe.

The motto for my presidency was "engaging people for a sustainable Europe", or in other words "together we can create a sustainable Europe", referring to all aspects of sustainability, including from the perspective of Europe's history.

During my presidency, we have based our consultative work on three pillars:

Dialogue and participation,
Sustainability and growth, and
Solidarity and development.

I built my presidency on consultations with you Committee members, and in particular with the sections where our work takes place. We were helped by a study produced by a think tank, and we held a policy debate in the EESC Bureau in December 2010, all of which led to the development of a joint work programme for my presidency.

Dialogue and participation

We have developed our role as a consultative committee to the institutions. I have had a good relationship with the president of the European Council, Herman Van Rompuy, and have cooperated effectively with the Commission president, José Manuel Barroso, and all of the commissioners.

As the institutional representative of organised civil society at EU level, we have a particular responsibility to bridge the divide between the EU's political ambitions and the public's attitude towards them.

We have pursued the efforts initiated by Mario Sepi to strengthen contact and cooperation with national economic and social councils and similar institutions. We have increased contact with these institutions, and their involvement in our work on the Europe 2020 strategy has been decisive. In the first year of my presidency, I was able to visit pretty much all the national councils, to exchange experiences and learn about their work and role in society. It was very useful and extremely enlightening.

I had planned to relaunch our work in the Liaison Group with European civil society organisations and networks. Our contacts in this respect started back in Roger Briesch's time as president, as an intentionally strategic and necessary initiative to expand our role and make the most of the knowledge and commitment to be found at EU level outside our committee.

We organised the "Civil Society Day", a key initiative for cooperation between the EESC and civil society organisations at EU level. This year, Civil Society Day was held on 6 March, under the heading "As European as we can get! Bringing economy, solidarity and democracy together". The day was concluded by Commissioner Reding, and was an opportunity to build opinion and have an impact. We also showed that we are an open committee, that we can act as a meeting place, that we all live in the real world and that we can influence the EU's institutions.

When Anne-Marie Sigmund was president, she took the initiative to establish the "civil society prize". In 2011, the theme for the prize was "Dialogue and participation fostering EU values: integration, diversity, solidarity, tolerance". With this prize, we were responding to a need to show how civil society can make a positive difference. We awarded the prize to three organisations, all working to minimise xenophobia, combat discrimination and promote fair treatment of migrants, minorities and marginalised citizens. Last year, 2012, the theme was "Innovate for a sustainable Europe", with prizes going to another three deserving organisations.

The Lisbon Treaty introduced the "citizens' initiative": collect one million signatures, and the Commission is required to assess whether the issue can be included on the EU's agenda. This was introduced into legislation on 1 April last year, and both in 2012 and this year, 2013, we organised conferences jointly with the Committee of the Regions and Commissioner Šefčovič to review and draw lessons from most, if not all, of the initiatives launched.

We have enjoyed good cooperation between the private offices of the EESC and CoR presidents, and in my view we have been successful in finding ways of cooperating politically with civil society organisations from a local and regional perspective.

Sustainability and growth

are, to my mind, two sides of the same coin. We need growth, of course, but it needs to be sustainable. It is absurd that even a catastrophic accident can contribute to statistics that indicate growth. We need to develop new key data, parameters and indicators that describe economic growth in green, sustainable terms and also include social values.

Many of our opinions have included recommendations to the EU institutions concerning the crisis and the actions we think the EU and Member States need to take.

Over the years, we have issued opinions on all the major issues, including:

- a roadmap towards a banking union, and now also the social dimension, as requested by Council president Herman Van Rompuy when he attended our plenary session in February,
- financial markets and the financial sector,
- the future Common Agricultural Policy.

The EESC's steering committee for monitoring the Europe 2020 strategy (smart, sustainable and inclusive growth), set up at the start of my term, has been a key focus. The membership of this committee, including presidents of sections, groups and observatories, meant that it could work horizontally. Europe 2020 is a horizontal strategy, and the EESC needs to take – and indeed has taken – an approach consistent with that.

Our work on the Europe 2020 strategy has been undertaken in cooperation with the national economic and social councils, which was absolutely vital, as it allowed us to provide the view of civil society on implementation by the Member States – a viewpoint that the Commission could not get anywhere else. Our role in this was confirmed to me on many occasions at my bilateral meetings with the Commission president, Mr Barroso.

And don't forget that expanding economies with businesses providing job opportunities and employment are at the heart of the strategy.

The EESC has advocated reviewing the EU's sustainable development strategy, and we welcomed the Council Presidency's conclusions urging the Commission to undertake such a review, but the mid-term review of the Europe 2020 strategy also needs to include the sustainability perspective.

Last September, we held a huge and well-organised conference on all aspects of the Europe 2020 strategy, which concluded with 30 targeted recommendations for the EU's leaders. It involved good cooperation between all the sections, focusing on the opinions the Committee had issued regarding the content of the strategy.

Last June, we had the opportunity to join a delegation to the UN's major summit on sustainable development, with the world's political leaders. We were able to combine this with various other meetings and conferences over a number of days, and we held a side event in the EU pavilion – the only one that President Barroso took part in.

Was the Rio+20 summit important? Yes, it was. Admittedly, we were not satisfied with the summit's outcome document, but the world's leaders focused on the future and on how to tackle climate change, eradicate global poverty and safeguard social justice.

We had spent a long time preparing for this conference. We had spent nearly a year building up a network of civil society organisations involved in environmental issues, to secure joint input. We undertook – and are continuing to undertake – reviews together with the think tank EPC and other organisations, and we have had a number of meetings with Commissioner Potočnik. Opinion-forming is particularly important here, not only through opinions but also through active debates and commitment.

I would even dare to say that our work on Rio+20 put us on the international stage as a European contact point for expertise and as a stakeholder forum on sustainability issues.

Some may be wondering why we are highlighting "sustainability" at a time when Europe is suffering a profound economic and social crisis, but this is exactly the time when we should be focusing on sustainability, in social, economic and environmental terms.

Another element from both a sustainability and growth perspective is the rapid response and priority we gave to Commissioner Barnier and his initiative to complete the internal market, something that is important, not least, for all small and medium-sized businesses in Europe.

Solidarity and development

I'd like, if I may, to present a cross-section of the activities we have undertaken. Migration issues are closely linked to both solidarity and development. A significant proportion of unregulated immigration is caused by people looking for a better life, even though life as a migrant is, to say the least, hard and precarious, often involving undeclared work and squalid conditions. The EU therefore needs to contribute in various ways to global social development, in part through development aid but also by facilitating trade.

On 15 March we held an important conference in Brussels on integration and human rights, jointly with the Council of Europe and the French Economic, Social and Environmental Council. One thing that really stuck in my mind was the description by Peter Bossman, mayor of Piran in Slovenia, of his path from his country in Africa to integration in Slovenian society, in elected office.

One issue that has garnered global attention from governments, the FAO and the World Bank is access to food, price fluctuations and feeding a growing population, a problem that is also seen as a contributing factor to the Arab Spring. We held a conference on food security, entitled "Food for everyone – towards a global deal", and we were able to deliver a message and conclusions to the then French agriculture minister on the day he convened the first G20 meeting of agriculture ministers. We subsequently set up a permanent study group for food security issues.

We have a number of different mandates when it comes to our external relations, the European Parliament and ACP countries, the EU's Barcelona process and Euromed, EU summits, and China-Brazil-Latin America. We are heavily involved with our near neighbours in the Western Balkans and the Eastern Partnership, which grew out of a Swedish-Polish initiative.

Our consultative committees are also carefully monitoring the candidate countries, as for previous enlargements. Croatia is done, so to speak, but we are still working with Iceland and have started with Montenegro. This is, of course, a priority for the EESC.

I would also like to underline the work we have been doing in our immediate neighbourhood, which is a particular priority for us. Commissioner Stefan Füle has highlighted our work in the Western Balkans, and he is certainly aware of what many of our members have achieved with regard to the Eastern Partnership, namely dialogue between the social partners – trade unions and employers. This was something he highlighted at a Euromed meeting as recently as 6 April, when he stressed that we should avoid making the same mistakes in this regard if we have a civil society contact forum in Euromed, and that we must include representatives of the social dialogue.

I have been invited to both formal and informal ministerial meetings with the Eastern Partnership and the Northern Dimension. I must admit that it was interesting to listen to various EU foreign ministers and their comments on both Ukraine and Belarus. And perhaps I made a small contribution by managing to get the Swedish foreign minister, who was on his iPad the whole time, to tweet about how important it was for civil society to be involved in building democratic structures.

I'm sure you all also understand and agree that we at the EESC have every reason to continue our efforts when it comes to holding our summits with civil society organisations in the Euromed area. We have managed to hold workshops in which representatives of both Israel and Palestine took part. We have managed, to an extent, to find our feet in the new organisational landscape following the Arab Spring. Our recent meetings in Ankara and Amman were both very successful.

We must also acknowledge that trade issues play a key role in development policy. The EESC's view is that multinational agreements would be the best option, but the Doha Round is getting nowhere, and in the meantime bilateral agreements have been negotiated between many countries and regions. The EESC has been charged with monitoring and chairing the civil society group regarding the agreement with Korea. I particularly welcomed this mandate, as it also gives us a role in relation to the social partners and European organisations.

How we work

Ladies and gentlemen, before I finish I'd like to say a few words about how we work.

Each new president gives new impetus. I wanted to engage you, the members, but also the people around us – civil society in broad terms. I wanted to open up the Committee and try out new ways of working.

Our main task according to the Treaty is to issue opinions on the Commission's communications, within the legislative process. Several articles in the Treaty require the Commission to consult us, but if we are to actually have an influence and achieve results, it is not enough just to submit a document. I have therefore been active out in the field, taking part in conferences and working with EU institutions and civil society organisations, just as you do in your daily work as EESC members.

I'd like to give one example where we were successful: before an informal ministerial meeting during the Cyprus presidency, two members came to me and said "you have to go!".

The EESC had presented a strong opinion and conclusions on the partnership principle in cohesion policy. The Council, though, did not want to follow the rules and recommendations proposed by the Commission. Then I, along with the ministers, had a few minutes to speak at the meeting, after which several government representatives agreed with my contribution. Partnership was subsequently included as a principle in the proposal. I am not claiming, and do not believe, that we did it alone, but we contributed, and we were successful.

Another good example is that we were given a role in the European Semester in the Council conclusions, thanks to our meeting with and letter to the Council president, Herman Van Rompuy.

Finally

Many thanks to all of you for your support, feedback and friendship.

Particular thanks go to my vice-presidents Anna Maria and Jacek, to the group presidents Luca, Georgios and Henri, and to the section and observatory presidents and all of you with special tasks.

Many thanks to everyone working within the EESC and the joint services, to all staff: you are doing a great job.

Thank you Martin and your colleagues for all your support.

And last but not least, thank you to all the interpreters.

And that's it!

**Discours d'investiture de Mr. H. Malosse,
Président du Comité Economique et Social Européen**

Mesdames et Messieurs, chers Invites, chers collègues,

Je veux m'adresser en premier lieu aux jeunes des Ecoles européennes que j'ai invité à participer à cette séance ! Nous attendons beaucoup de vous car vous devrez reprendre le flambeau. Vous avez la chance unique de recevoir une éducation Européenne qui vous enseigne la tolérance et vous apprend à connaître les autres. Si peu de jeunes Européens ont cette chance aujourd'hui. Vous devez être l'avantgarde et les porteurs de notre message.

Je veux m'adresser aussi à Tous nos anciens Président(e)s ici présents, Göke Frerichs, Roger Briesch, Anne marie Sigmund, Dimitris Dimitriadis, Staffan Nilsson ! J'ai une pensée émue pour notre ami Mario Sepi ! Je salue ici chaleureusement madame Sepi. Il me manque cruellement en ce jour.

Permettez-moi de dire un mot aussi pour Göke Frerichs qui a guide mes pas depuis mon arrivée au Comite en 1995 et a été un exemple pour moi. Permettez-moi aussi de mentionner particulièrement Roger Briesch qui est aussi aujourd'hui parmi nous.

Je veux vous dire chers Présidents que je veux marcher dans vos pas ! Tout ce que vous avez entrepris au cours des dernières années nous a fait grandir ! Je veux être digne de vous ! J'ai l'habitude de dire que j'ai fait de l'Europe ma passion et le combat de ma vie! De grandes figures ont inspiré ce combat ! Je voudrais les mentionner et les rappeler ici ;

En premier lieu, Jean Monnet-et je salue ici la présence de son petit-fils ainsi que mon ami Pascal Fontaine qui a été son dernier assistant! Tout le monde connaît son rôle déterminant pour la construction européenne ! Moi je retiens surtout l'Homme d'action, l'autodidacte qui a arrêté ses études à 16 ans, celui qui à 19 ans a eu le culot de proposer un plan d'armement anglo-américain au Ministre britannique de la défense à l'aube de la première guerre mondiale, l'entrepreneur, l'homme qui a toujours pris des risques autant dans sa vie privée que professionnelle ! J'ai fait mienne une de ses devises favorites « dans la vie, il faut choisir entre faire avancer sa carrière ou faire avancer ses idées, c'est la deuxième voie que j'ai suivie !

Je veux mentionner ici aussi la grande figure de l'Europe qui est Simone Veil, cette grande dame qui, comme on le sait, rescapée du camp d'extermination d'Auschwitz, est devenue une Européenne de conviction et la première Présidente du Parlement européen après les élections de 1979 . Simone Veil est aussi l'ardente défenseur de la cause des femmes ce qui a forgé mon admiration et mon respect. Je veux ici également, en la citant, rendre hommage a toutes les Femmes d'Europe.

Depuis que j'ai – à l'âge de 20 ans –franchi ce qui était le rideau de fer, j'ai toujours conçu la construction européenne comme l'affaire de Toutes et Tous les Européens, de l'Est comme de l'Ouest, du nord comme du Sud ! C'est la raison pour laquelle je veux rendre ici un hommage particulier à Lech Walesa qui est un de mes héros ! Son combat exemplaire pour la liberté m'a fait passer des nuits blanches à l'écoute des radios d'opposition. Avec la création de SOLIDARNOSC qu'il a inspiré, j'ai appris aussi à enrichir mon vocabulaire du mot SOLIDARITE.

Je voudrais aussi rendre hommage à une figure de notre époque qui est universelle, SS le Dalai Lama ! J'ai eu la chance de le rencontrer deux fois –en fait grâce à l'initiative de Mario Sepi ! Le Dalai lama quand nous l'avons rencontré- nous a exprimé son admiration devant l'oeuvre des Pères fondateurs de l'Europe et nous a avoué qu'il avait rêvé en son temps un projet semblable en Asie ! Le Dalai lama et son témoignage doit nous rappeler qu'il existe encore bien des peuples dans le monde qui n'ont pas de liberté et que l'intégration européenne est aussi un exemple qui nous donne la responsabilité de porter haut et clair partout dans le monde les valeurs de liberté, de démocratie et de solidarité, sans jamais s'en laisser détourner au nom de cette soi-disant « real politique » qui n'est en fait que de la lâcheté.

C'est en pensant à ces grandes figures de notre temps, qu'il faut penser à l'Europe d'aujourd'hui. Les citoyens Européens doutent de plus en plus de la capacité de l'Union Européenne à apporter des réponses concrètes et rapides à leurs inquiétudes. Ceux qui étaient les plus chauds partisans de l'Europe ; agriculteurs, chefs d'entreprises, artisans, commerçants se reconnaissent de moins en moins dans des décisions tatillonnes qui sont vues surtout comme autant de contraintes. Les salariés et les ménages n'entendent parler que d'austérité et voient leur pouvoir d'achat se contracter. Les épargnants ont perdu confiance depuis les événements catastrophiques de Chypre Les jeunes attendent du concret et des initiatives pour leur avenir, pas des stratégies fumeuses exprimées dans la langue de bois des technocrates!

La crise de l'Europe est avant tout une crise d'éloignement de l'Europe de ses citoyens ! On ne doit plus attendre en effet des gouvernements tout seuls qu'ils changent le cours des choses. Aucun tandem, couple ou moteur à 2 ou à 3 n'y parviendra. C'est à la société et aux citoyens d'agir. J'en viens donc à notre Comité. Nous faisons du bon travail mais nous ne sommes pas suffisamment écoutés par les autres institutions! Nous voyons bien qu'on préfère de plus en plus les consultations par internet, les Forums ad hoc où les grandes organisations représentatives côtoient de toutes petites qui le sont bien moins ! Et pourtant, de notre mode de désignation, nous Membres du CESE, avons des dizaines de millions de citoyens derrière nous !

C'est la que je veux imprimer un « wind of change », en améliorant la qualité de nos travaux et en mettant une priorité absolue sur le suivi de nos avis. Je souhaite que nous utilisions à bon escient l'instrument très puissant dont nous disposons, à savoir les avis d'initiative, pour mettre sur la table du Conseil et du parlement les actions concrètes que les citoyens attendent. Je propose aussi que nous utilisions nos 3 observatoires pour examiner l'impact réel des décisions européennes sur la vie quotidienne des citoyens européens.

Nous ne devons pas être l'institution qui parle à la Société civile, Nous sommes la Société civile qui parle aux Institutions ! Comment ? En allant davantage sur le terrain à la rencontre des organisations de la société civile, en faisant écho aux Initiatives Citoyennes Européennes, en faisant remonter les préoccupations et projets qui viennent des citoyens, nous rendrons un service infiniment précieux à l'Europe !

Il y a d'excellentes idées dans la société civile qui permettraient de relocaliser des productions en Europe, de développer l'apprentissage face à cette honte que constitue le chômage des jeunes, de lancer une ou plusieurs « *silicon valley* » autour d'une recherche réellement européenne, de soutenir toutes les formes d'entrepreneuriat avec des formes nouvelles de financement, de lutter efficacement contre l'exclusion avec un système de partenariat public - privé, d'établir un revenu minimum européen comme marque d'une Europe qui est aussi sociale en même temps qu'elle est économique. C'est surtout dans ces temps difficiles que l'Europe doit s'affirmer avec des symboles forts qui vont créer un sentiment d'appartenance et d'identité. Je pense ainsi, juste à titre d'exemple, au statut

européen d'association – fort mal à propos retiré de l'agenda du conseil européen par la Commission européenne, au statut européen de petite entreprise dont le CESE est à l'origine toujours bloqué au Conseil, à un Erasmus pour les apprentis et jeunes travailleurs, à des universités européennes, à un tronc commun d'études européennes dans les lycées et collèges. Je pense aussi à des actes symbolique mais si important dans le quotidien des citoyens comme l'abolition des frais d'itinérance (roaming) ou l'abolition des formalités pour tous les européens qui s'installent dans un autre pays de l'UE !

Il faut renouer avec la méthode communautaire de Jean Monnet qui avec de petits pas concrets a fait avancer à grand pas la cause de l'Europe !

Je vois notre rôle comme celui du « poil à gratter » de la construction européenne, le « Jimmy Cricket » de la maison Europe pour rappeler aux « grandes institutions » que la société civile les observe et que la construction Européenne appartient à toutes et à tous !

C'est en pensant très fort à nos compatriotes qui souffrent aujourd'hui, aux chypriotes qui ont vu en une semaine se fracasser le modèle économique qui avait été le leur depuis 30 ans, aux grecs qui sont punis collectivement des fautes de leurs gouvernements, que je voudrais terminer ici.

Permettez-moi de citer un grand Homme d'état Belge et grand Européen, Paul-Henri Spaak qui, devant l'assemblée du Congrès de la Haye en 1948, devant un parterre de représentants de la Société civile, leur a dit « Je vous en prie, Bousculez nous ».

A nous de bousculer les institutions européennes pour imposer un changement de cap et faire revivre le rêve de Jean Monnet de voir un jour les Etats Unis d'Europe !

Il y a beaucoup de pilotes dans l'avion Europe, mais il n y a plus de moteur. A nous d'inventer le Moteur citoyen ; ce sera notre Wind of Change.

Je compte sur vous tous pour m'aider à mener ce projet à bien.